



« IL FAUT ARRÊTER QUE N'IMPORTE QUI DISE N'IMPORTE QUOI N'IMPORTE COMMENT ».

Nicolas Sarkozy, dimanche 29 janvier 2012

En matière de mensonges et d'approximations, le Président de la République a, une fois de plus, été à la hauteur de sa réputation !

☞ La hausse de 1,6 point de la TVA « mettra la TVA française exactement dans la moyenne de la TVA des pays européens »

Le terme « exactement » est de trop. Après augmentation de 1,6 points de la TVA en France, celle-ci se trouverait à 21,2%. **C'est plus de deux points au delà de la TVA allemande (19%) et au dessus de la moyenne européenne (20,7% au 1^{er} juillet 2011 selon la Commission européenne, 19,7% sur la seule zone euro).**

☞ « Les Allemands ont augmenté la TVA de trois points, ils n'ont eu aucune augmentation des prix »

Le rapport de la Cour des comptes sur le comparatif France/Allemagne en matière de fiscalité dit l'inverse : « L'Allemagne a augmenté son taux normal de TVA de 3 points au 1^{er} janvier 2007, dont un point affecté à une baisse des cotisations sociales [...] **Selon une étude de la Bundesbank, l'augmentation de 3 points de la TVA aurait contribué pour 2,6 points à la hausse des prix en 2007.** » La Cour souligne en revanche que « la question de l'effet économique de cette hausse de la TVA, notamment en termes de compétitivité, reste peu documentée ». (Libération - 31 janvier 2012)

☞ « Les charges des salariés français sont deux fois plus élevées que celles des salariés allemands »

Rapporté au PIB, le financement de la protection sociale par les entreprises s'élève à 10,3 % en Allemagne contre 13,5 % en France. Quant aux bas salaires, le Trésor note que « **les allègements généraux de charges conduisent à des taux de cotisation plus faibles en France qu'en Allemagne, jusqu'à 10 points** ». (Le Monde - 30 janvier 2012)

☞ « Le jour où il y a eu les 35 heures en France, les syndicats allemands se sont réjouis : enfin une bonne nouvelle pour l'Allemagne »

Le Président, qui n'aime rien tant que se moquer des 35 heures, n'aurait pas pu choisir pire exemple. Car l'Allemagne a largement devancé la France en matière de réduction du temps de travail.

En 1984, après sept semaines de grèves dans la métallurgie et treize dans l'imprimerie, le syndicat IG Metall obtenait le passage progressif à la semaine de 35h dans la sidérurgie, l'imprimerie et la métallurgie.

Dans les années qui suivirent, bon nombre d'accords prévoyant un passage de 40h à 38h ou 35h furent signés. Fin 1993, Volkswagen lança la semaine des quatre jours, soit 32h. Mieux, en 2002, suite à la généralisation de la réduction du temps de travail à l'ensemble de l'économie française, Frank Bsirske, président du plus grand syndicat allemand, Ver.di (représentant le secteur tertiaire), déclarait au quotidien Die Welt que **la semaine de 35h devait être introduite « le plus tôt possible » en Allemagne, parce qu'elle répondait aux souhaits des actifs, et qu'elle permettait de combattre efficacement le chômage.** (Libération - 31 janvier 2012)

 **« Il va falloir trouver les moyens de faire porter la règle d'or aussi sur les budgets des collectivités territoriales. »**

Très fier de la « règle d'or » qu'il a décidé d'appliquer au budget de l'Etat, Nicolas Sarkozy a annoncé son souhait de voir les collectivités se plier à la même règle. Or, cela existe déjà, ou pas loin. Les collectivités territoriales sont assujetties au principe d'équilibre réel de leurs dépenses et de leurs recettes par section. C'est à dire que toutes les dépenses de fonctionnement, notamment les dépenses de personnel, doivent être couvertes par les recettes de fonctionnement. **Les collectivités territoriales ne peuvent avoir recours à l'emprunt que pour financer leurs investissements, mais en aucun cas pour rembourser leur dette.**

 **« La France est le pays qui a la fiscalité la plus lourde d'Europe »**

Selon le rapport 2011 de la commission européenne sur la fiscalité, **la France est, en 2011, à la 7^e place européenne pour le taux de fiscalité rapporté au PIB**, loin derrière le Danemark (48,1 %), la Suède (46,9 %), la Belgique (43,5 %), l'Italie (43,1 %), la Finlande (43,1 %) ou l'Autriche (42,7 %). Notre pays a des rentrées fiscales équivalentes à 41,6 % du PIB. L'Allemagne, à 39,7 %, est juste derrière.

 **« Depuis dix ans, la France a perdu 500 000 emplois industriels »**

En fait, depuis dix ans, selon l'Insee, **le chiffre est supérieur à 700 000.**



**AVEC VOUS,
LE CHANGEMENT,
C'EST MAINTENANT !**

Comme l'ont rappelé Martine Aubry et François Hollande après cette intervention, ce que propose Nicolas Sarkozy, c'est **« l'austérité et la précarité »**

« Le vrai courage c'est ce que propose François Hollande », « François Hollande veut s'attaquer aux responsables de la crise, (...) il veut réduire la dette et les déficits en France, 29 milliards seront consacrés à cet objectif, mais sans croissance nous n'y arriverons pas, c'est pourquoi nous voulons relancer de manière ciblée la croissance ».

« Nous avons vu un président sans cap, sans solutions, si ce n'est continuer à faire payer les catégories les moins privilégiées ». « L'austérité et la précarité, voilà ce que nous propose Nicolas Sarkozy ».

A l'inverse, **« le redressement et la justice, voilà ce que propose François Hollande »**, a déclaré **Martine Aubry.**

